

# L'attractivité française, ce vaste mensonge

Les gouvernements, depuis quelques années, ne cessent de nous le répéter : la France retrouve peu à peu les faveurs des investisseurs étrangers. En réalité, explique Jean Peyrelevade, l'attractivité de la France ne cesse de s'affaiblir, pour les entreprises aussi bien françaises qu'étrangères.



**LA CHRONIQUE** de Jean Peyrelevade

**D**epuis plus de vingt ans, les hommes politiques français sont tous devenus keynésiens : ils ne cessent, toutes opinions confondues, de soutenir la demande sans trop se préoccuper de la compétitivité de nos entreprises. Paradoxalement, François Hollande fut le seul à faire l'inverse avec le CICE, ce qui valut une forte impopularité dans son propre camp.

Soutien de la demande et, pire encore, par la consommation des ménages plutôt que par l'investissement, avec un appareil productif incapable de suivre, le résultat était inéluctable. Notre volonté permanente de relance a profité surtout à nos voisins européens : nos importations en provenance du reste de l'Europe se sont envolées.

En même temps, notre perte de compétitivité s'est aggravée : à force de répétitions par des économistes sérieux, chacun sait désormais que la part de la France dans les exportations mondiales de marchandises est passée de 5% en 2000 à 3% aujourd'hui, quand l'Allemagne restait stable, aux alentours de 8% en dépit de l'incroyable percée de la Chine. Cette évolution a directement affecté notre activité industrielle et explique pour l'essentiel notre difficulté à créer suffisamment d'emplois pour occuper notre population active.

Un autre aspect, tout aussi préoccupant, est encore trop rarement souligné. L'équilibre monétaire de la France est de plus en plus menacé, ce qui accroît notre dépendance vis-à-vis de nos partenaires européens qui acceptent, plus ou moins consciemment, de nous financer. Depuis le début des années 2000, notre déficit commercial extérieur est devenu structurel, avec une tendance longue à l'aggravation, entre 2 et 3% du PIB année après année.

Si nous n'appartenions pas à la zone euro, cette évolution se serait traduite par une succession de dévaluations plus ou moins violentes, qui auraient accru le retard de pouvoir d'achat des français à leurs homologues d'Europe du Nord, nous sommes, il faut le dire, un pays subventionné par ses voisins.

Pourquoi est-ce grave Docteur ?

Parce que, tout simplement, cela ne peut pas durer jusqu'à la fin des temps, notre déficit extérieur est du même ordre de grandeur que notre déficit budgétaire et évolue dans le même sens : les deux sont liés, résultat d'une politique pseudo-keynésienne, en fait démagogique et absurde. Cette répétition temporelle a entraîné une conséquence moins connue mais potentiellement redoutable. De même que le patrimoine net de l'Etat est devenu très fortement négatif, les dettes l'emportent et de très loin sur les actifs, la position extérieure nette de la France, malheureusement, a suivi la même trajectoire.

**Pour 100 emplois en France, nos groupes industriels en ont créé 62 à l'étranger, contre 52 pour le Royaume-Uni, 38 pour l'Allemagne, 26 pour l'Italie.**

Qu'est-ce à dire ? La position extérieure nette de la France est le solde entre le montant des actifs de toutes natures que nous possédons à l'étranger et le montant des actifs détenus en France par l'ensemble des autres pays.

Cette position, cumul sur longue durée des soldes extérieurs annuels, encore, voisine de zéro à la fin des années 1990, est devenue de plus en plus fortement négative, à hauteur aujourd'hui de 20% du PIB. Un mouvement aussi continu fait peser un risque croissant sur le financement extérieur de notre pays.

Le gouvernement se félicite régulièrement des chiffres élevés d'investissement en provenance de l'étranger, assurant que cela prouve l'attractivité de notre territoire. Président de la République en tête, ministre de l'Economie, ministre du Commerce extérieur chargé de ladite attractivité, ministre de l'Industrie, tous clament avec satisfaction que nous sommes devenus les premiers en Europe, dépassant l'Allemagne et le Royaume-Uni. Cette autosatisfaction de nos sommités est sans aucun fondement.

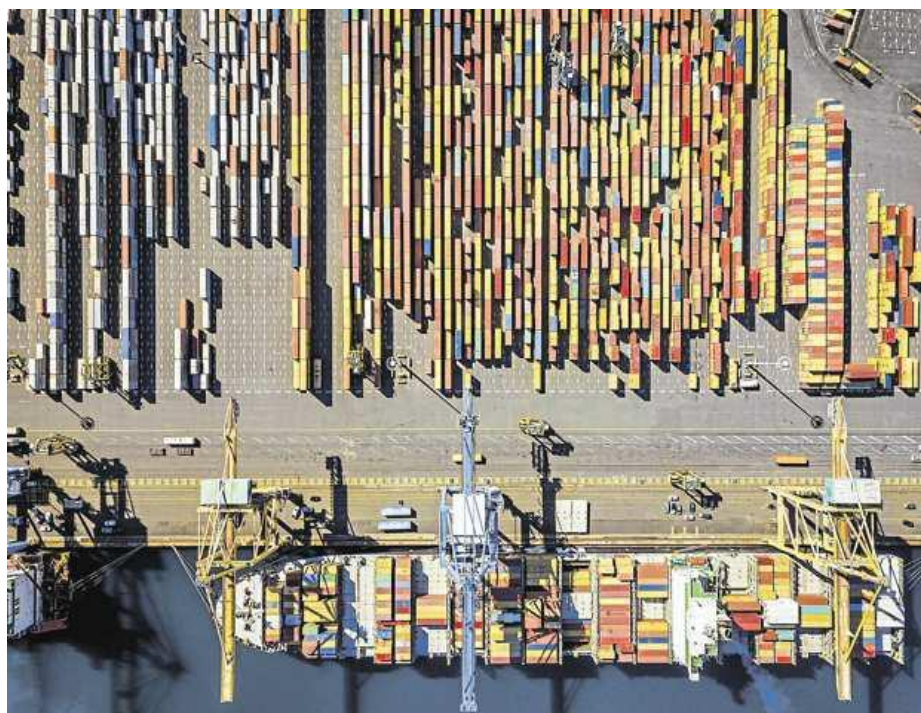
Regardons les deux faces de la médaille : les investissements directs des entreprises françaises à l'étranger (60% du PIB en cumul) atteignent le double des investissements directs étrangers en France (30% du même PIB). Le solde des investissements directs nets à l'étranger (sortants moins entrants) n'arrête pas de croître et représente aujourd'hui à peu près 30% du PIB, ce qui est beaucoup plus que l'Allemagne, le Royaume-Uni ou l'ensemble des pays du G20 qui sont en moyenne voisins de l'équilibre.

Certes, on se réjouira de constater que nos grandes entreprises sont celles qui, de toute l'Europe, se sont le plus internationalisées (ce qui, Dieu merci, a quelques conséquences heureuses). Mais toutes ces données montrent bien que, contrairement aux proclamations officielles, l'attractivité de la France ne cesse de diminuer : pour 100 emplois en France, nos groupes industriels en ont créé 62 à l'étranger, contre 52 pour le Royaume-Uni, 38 pour l'Allemagne, 26 pour l'Italie. Ce ne sont pas les riches qui partent mais, beaucoup plus grave, nos entreprises. Le capital productif français est plus attiré par l'étranger que celui de l'étranger par la France.

Quels sont les effets de cette vague de fond, qui traduit l'attraction des plus grandes entreprises françaises pour le grand large, comme si elles voulaient émigrer vers de meilleurs climats ? A la position nette négative de 20%, s'ajoute le solde également négatif des investissements directs. L'ensemble se monte à 50% du PIB, qui sont nécessairement financés par la dette externe. Et le chiffre, année par année, continue d'augmenter.

Conclusion : l'attractivité de la France est faible, pour les entreprises aussi bien françaises qu'étrangères. A la dette gigantesque de l'Etat Français correspond en parallèle une dette externe de la France qui évolue dans le même sens. Quel homme politique osera mettre les pieds dans le plat et dire haut et fort que, si l'on n'améliore pas significativement à la fois notre compétitivité industrielle et la gestion de nos finances publiques, la faillite est au bout du chemin ?

**Jean Peyrelevade** est économiste et chroniqueur aux « Echos ».



**Le Port, île de La Réunion,**  
*Photo Amazing Aerial/Zuma/R*